



## La «fuite» de documents chinois: le New York Times couvre le terrorisme

Par [Tony Cartalucci](#)

Mondialisation.ca, 08 décembre 2019

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),  
[Désinformation médiatique](#), [Guerre USA](#)  
[OTAN](#), [Services de renseignements](#)

*La publication à la hâte d'une fuite de documents chinois sur de prétendues détentions massives a immédiatement suscité des doutes dans mon esprit. En cette période de conflits entre les grandes puissances, la Chine est la principale cible de la stratégie de sécurité nationale des États-Unis. Si bien que tout qui concerne doit être remis en question et confirmé par un examen critique. La source des fichiers était inconnue. Parmi ceux qui ont confirmé leur légitimité, des contractuels du Pentagone et la Fondation du Memorial des victimes du communisme. Cela a ajouté des doutes aux doutes. L'article ci-dessous analyse en détail la prétendue fuite de documents chinois et montre que le NYT, le Washington Post et d'autres ont sorti des informations de leur contexte afin de servir les intérêts US dans le conflit entre les grandes puissances.*

Le New York Times s'est de nouveau révélé comme un organe des intérêts particuliers des États-Unis agissant sous couvert du journalisme. Avec une propagande de guerre particulièrement sournoise, il contribue ainsi à la guerre hybride, persistante et croissante de Wall Street et Washington contre la Chine.

Son article, intitulé » [»Absolument aucune pitié » : des fuites de documents révèlent comment la Chine a organisé des détentions massives de musulmans](#) » doit être cru sur parole pour renforcer les allégations avancées principalement par les États-Unis selon lesquelles la Chine organisait des « détentions massives » injustifiées et oppressives de « musulmans » dans la région occidentale du Xinjiang en Chine.

Mais le simple fait d'enquêter sur la citation dans le titre révèle à la fois la vérité sur ce qui se passe réellement au Xinjiang, la raison pour laquelle Pékin a réagi de la sorte, mais aussi le fait que les États-Unis, y compris ses mass-médias, mentent délibérément à ce sujet.

Dix paragraphes plus bas dans l'article du NYT, la citation «absolument aucune pitié» apparaît à nouveau. Mais cette fois-ci, elle est placée dans le contexte approprié. C'est la réaction que Pékin a promise à la suite d'un attentat terroriste coordonné en 2014 qui a coûté la vie à 31 personnes à la gare de Kunming.

THE XINJIANG PAPERS

'Absolutely No Mercy': Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims

More than 400 pages of internal Chinese documents provide an unprecedented inside look at the crackdown on ethnic minorities in the Xinjiang region.

BY AUSTIN RAMZY AND CHRIS BUCKLEY NOVEMBER 16, 2019 阅读简体中文版



Source: NEO

Le NYT écrit (non souligné dans l'original):

Le président Xi Jinping, le chef du parti, a jeté les bases de la répression dans une série de discours prononcés à huis clos devant des responsables pendant et après une visite au Xinjiang en avril 2014, quelques semaines à peine après que des militants ouïghours ont poignardé plus de 150 personnes dans une gare, faisant 31 morts. M. Xi a appelé à «lutter contre le terrorisme, les infiltrés et le séparatisme», en utilisant les «organes de la dictature» et en ne montrant « absolument aucune pitié».

Le NYT - qui de mémoire d'homme a activement et passionnément promu chaque guerre des États-Unis - ne broncherait sans doute pas à l'idée que les États-Unis ne montrent « aucune pitié » contre « le terrorisme, les infiltrés et le séparatisme. » Pourtant, il affiche une profonde aversion dès que cela touche Pékin, tout comme il l'a fait pour la Syrie empêtrée maintenant depuis 8 ans dans une guerre contre des terroristes soutenus depuis l'étranger.

Bien qu'ils prétendent avoir «400 pages de documents internes chinois» - les allégations les plus accablantes de Washington et du New York Times ne sont toujours pas fondées.

Cela comprend notamment les affirmations selon lesquelles «les autorités ont rassemblé jusqu'à un million d'Ouïghours, Kazakhs et autres ethnies dans des camps d'internement et des prisons » au cours des trois dernières années. Aucune preuve découlant des documents fuités ne vient étayer cette affirmation.

Des origines douteuses

Comme la plupart des choses que les médias US présentent comme des « preuves »

censées renforcer les récits de l'establishment, les « fichiers fuités » soulèvent des doutes sur leur provenance, leur traduction, leur contexte et la manière dont ils sont présentés au grand public. Il y a aussi les mensonges par omission du NYT et d'autres médias couvrant cette fuite et qui doivent être pris en compte.

Le NYT lui-même admet (soulignement ajouté):

*Bien que la manière dont les documents ont été rassemblés et sélectionnés ne soit pas claire, la fuite suggère un mécontentement au sein de l'appareil du parti sur la répression plus grand que ce que l'on savait auparavant. Les documents ont été révélés par un membre de la classe politique chinoise qui a requis l'anonymat et a exprimé l'espoir que leur divulgation empêcherait les chefs de parti, y compris M. Xi, d'échapper à leurs responsabilités pour les détentions massives.*

Dans tous les cas, rien dans l'article du NYT n'est une révélation de quelque nature que ce soit. La Chine a clairement défini sa politique en matière de terrorisme et de séparatisme dans le Xinjiang. Comme toutes les nations de la planète, la Chine refuse de tolérer le terrorisme violent et l'idéologie extrémiste qui le nourrit. Ces politiques, lorsqu'elles sont présentées hors contexte, comme l'a délibérément adopté le NYT, semblent lourdes, oppressives, injustifiées et autoritaires.

Mais si elles sont présentées conjointement à la violence très réelle du terrorisme et du séparatisme parrainé par l'étranger qui émane du Xinjiang, les politiques prennent une lumière tout à fait différente et compréhensible.

Le terrorisme dans le Xinjiang est réel, mais il est omis des reportages sur les efforts de Pékin dans sa lutte contre le terrorisme

Les grands médias occidentaux ont même couvert à plusieurs reprises le terrorisme meurtrier perpétré par une minorité d'extrémistes parmi la population ouïghoure de Chine. Cependant - ils le font de la manière la plus ambiguë possible - et refusent de le mentionner lorsqu'ils couvrent par la suite les tentatives de Beijing pour le contrer.

Par exemple, un article de CNN de 2014 intitulé «[Les assassinats dans les gares chinoises sont décrits comme des attaques terroristes](#)» rapporte:

*Un jour après que des hommes armés de longs couteaux ont pris d'assaut une gare ferroviaire à Kunming, une ville du sud-ouest de la Chine, tuant des dizaines de personnes et en blessant plus d'une centaine d'autres, les autorités ont déclaré que ce qui s'était passé était une attaque terroriste préméditée.*

L'article admet également que le Xinjiang est en proie à de « fréquentes éruptions de violences », en référence aux vagues de terrorisme violent menées par les séparatistes ouïghours. Mais il est loin de dire à quel point cette violence a été terrible.

La BBC a détaillé ce que CNN entendait par « fréquentes éruptions de violences » dans un article de 2014 intitulé «[Pourquoi y a-t-il des tensions entre la Chine et les Ouïghours?](#)» (non souligné dans l'original):

*En juin 2012, six Ouïghours auraient tenté de détourner un avion de Hotan à Urumqi avant d'être maîtrisés par leurs passagers et leur équipage.*

*Une effusion de sang a eu lieu en avril 2013 et en juin cette année, 27 personnes sont mortes dans le comté de Shanshan après que la police eut ouvert le feu sur ce que les médias d'État ont décrit comme une foule armée de couteaux attaquant des bâtiments du gouvernement local.*

*Au moins 31 personnes ont été tuées et plus de 90 personnes ont été blessées en mai 2014 lorsque deux voitures se sont lancées dans un marché d'Urumqi et que des explosifs ont été lancés dans la foule. La Chine a appelé cela un « incident terroriste violent ».*

*Elle a fait suite à une attaque à la bombe et au couteau à la gare du sud d'Urumqi en avril, qui a fait trois morts et 79 blessés.*

*En juillet, les autorités ont déclaré qu'un groupe armé de couteaux avait attaqué un poste de police et des bureaux du gouvernement à Yarkant, faisant 96 morts. L'imam de la plus grande mosquée de Chine, Jume Tahir, a été poignardé à mort quelques jours plus tard.*

*En septembre, environ 50 personnes sont mortes dans une explosion dans le comté de Luntai, à l'extérieur des postes de police, d'un marché et d'un magasin. Les détails de ces deux incidents ne sont pas clairs et les activistes ont contesté certains comptes-rendus de l'incident dans les médias publics.*

*Des actes de violence se sont également répandus en dehors du Xinjiang. Une marche aux couteaux a fait 29 morts dans la province de Yunnan, elle était imputée aux séparatistes du Xinjiang. Tout comme l'attaque d'une voiture en octobre 2013 qui s'est jetée dans la foule et a pris feu sur la place Tiananmen à Pékin.*

Bien que le NYT fasse également référence au terrorisme meurtrier dans le Xinjiang, il le fait de manière modeste et secondaire, en essayant de le dissocier des motivations de Pékin à répliquer par une politique n'accordant «absolument aucune pitié».

Il faut imaginer ce qui s'ensuivrait si de telles violences éclataient sur le sol US ou européen, il faut imaginer les politiques ne démontrant «absolument aucune pitié» qui suivrait sans aucun doute avec des conséquences non seulement nationales, mais aussi pour le monde entier, contre des nations perçues - ou prétendues - comme étant impliquées.

Les attaques du 11 septembre 2001 contre New York et Washington DC ont précipité une «guerre contre le terrorisme». Elle dure maintenant depuis 20 ans et s'est transformée en plusieurs conflits, occupations militaires et autres opérations secrètes en cours dans de nombreux pays. Le journal du département de la Défense américain, Stars and Stripes, a publié récemment un article intitulé « *Les guerres de l'après-11 septembre ont coûté aux contribuables américains 6 400 milliards de dollars, selon une étude* ». L'article admet:

*Les contribuables américains ont dépensé près de 6,4 milliards de dollars en près de deux décennies de guerres après les attentats du 11 septembre 2001, qui ont tué quelque 800 000 personnes dans le monde, a annoncé mercredi le Cost of Wars Project.*

*Les chiffres reflètent le bilan des opérations de combat et autres opérations militaires américaines menées dans quelque 80 pays depuis que des membres d'Al-Qaida ont attaqué le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington en 2001, entraînant les États-Unis dans leur plus longue guerre pour combattre le terrorisme dans le monde entier.*

En comparaison, les tentatives de la Chine de réhabiliter les extrémistes par le biais de

l'éducation et de l'emploi sont bien loin de la guerre mondiale des États-Unis. Une guerre dans laquelle sont décédées autant de personnes que celles « détenues » par la Chine selon les affirmations des États-Unis.

Il faut aussi considérer que parmi les 80 pays où les États-Unis mènent la guerre et tuent des gens, ne figure pas l'Arabie saoudite d'où était originaire la majorité des pirates du 11 septembre. L'Arabie saoudite a non seulement été épargnée, mais elle achète des quantités record d'armes aux États-Unis et abrite des troupes US pour être protégée d'États régionaux qu'elle attaque ouvertement avec des légions d'extrémistes armés épousant la même idéologie toxique que celle ayant motivé les terroristes du 11 septembre.

Les États-Unis sponsorisent les troubles au Xinjiang

Pire encore, les États-Unis ont été à plusieurs reprises pris à co-sponsoriser l'extrémisme reconnu derrière les attaques du 11 septembre. Ils l'ont fait dans le cadre de leurs différentes guerres par procuration et tentatives de changement de régime, avant et après les attentats du 11 septembre.

Sans surprise, il y a également des preuves que les États-Unis attisent les violences au Xinjiang et recrutent des extrémistes de la région pour participer à des guerres par procuration à l'étranger, notamment en Syrie. Ces militants sont ensuite renvoyés en Chine avec une vaste expérience du terrorisme.

Voice of America (VOA), un média financé par le Département d'État US a écrit un article intitulé «[Selon les analystes, des jihadistes ouïghours en Syrie pourraient constituer une menace](#)». Il écrit (l'auteur souligne):

*Les analystes avertissent que le groupe djihadiste Turkistan Islamic Party (TIP) dans le nord-ouest de la Syrie pourrait constituer un danger pour la province instable d'Idlib en Syrie, où les efforts se poursuivent pour maintenir un cessez-le-feu fragile négocié par la Turquie et la Russie entre les forces du régime syrien et les divers groupes rebelles .*

*Le TIP a déclaré un émirat islamique à Idlib à la fin du mois de novembre et est resté largement en dehors du radar des autorités et des médias en raison de son profil bas. Fondé en 2008 dans la région nord-ouest de la Chine, dans le Xinjiang, le TIP est l'un des principaux groupes extrémistes en Syrie depuis le déclenchement de la guerre civile dans le pays en 2011.*

*Le TIP est principalement composé de musulmans ouïghours de Chine, mais ces dernières années, il a également inclus d'autres combattants djihadistes dans ses rangs.*

Des mercenaires ouïghours ont été victimes d'un trafic en Asie du Sud-Est. Lorsqu'ils ont été découverts, arrêtés et déportés en Chine, les protestations du département d'État US ont suivi.

La Thaïlande a rejeté la demande des États-Unis pour autoriser les recrues ouïghours à partir en Turquie où elles devaient être armées, entraînées et envoyées en Syrie. Une bombe mortelle a ensuite explosé à Bangkok, faisant 20 morts. [Cet attentat était lié à l'organisation terroriste turque, les Loups Gris](#), coparrainés par les États-Unis pendant des décennies pour renforcer les capacités de guerre non conventionnelles de l'OTAN.

Le National Endowment for Democracy (NED) du gouvernement des États-Unis finance

ouvertement des fronts opérant en dehors de Washington et épousant le séparatisme. [Le site Internet de la NED](#) détaille le financement de ces groupes, parmi lesquels on retrouve même l'appellation fictive de « Turkestan oriental » utilisée par les séparatistes qui rejettent la désignation officielle de Xinjiang, la province résidant dans les frontières internationalement reconnues de la Chine.

L'inclusion du terme «Turkestan oriental» implique le soutien des États-Unis au séparatisme ainsi que le terrorisme réel et meurtrier en cours, manifestement utilisé pour poursuivre les objectifs séparatistes.

Et plus qu'un soutien implicite au séparatisme, le gouvernement US fournit au [Congrès mondial ouïghour \(WUC\)](#) un soutien financier sous forme d'argent à travers la NED. Ce Congrès désigne exclusivement la province chinoise du Xinjiang en tant que «Turkistan oriental» et l'administration chinoise du Xinjiang comme « [Occupation chinoise du Turkestan oriental](#) ». Sur le site Internet de la WUC, [des articles admettent](#) que la dirigeante de la WUC, Rebiya Kadeer, cherche à obtenir «l'indépendance des Ouïghours» en Chine.

La WUC et ses différentes filiales financées par les États-Unis sont souvent la seule « source » des allégations portées contre le gouvernement chinois concernant le Xinjiang. Comme les États-Unis le font ailleurs pour alimenter les troubles dans la poursuite de leurs intérêts géopolitiques, les allégations concernant le Xinjiang proviennent souvent de sources « anonymes » basées sur des ouï-dire et dépourvues de preuves matérielles.

Le réseau «Radio Free Asia» du département d'État US dispose même d'un «service ouïghour» qui diffuse quotidiennement des accusations visant à attiser la tension intérieure en Chine et à porter atteinte à l'image de la Chine sur la scène internationale. Les allégations de RFA sont reprises sans discernement par les autres médias mainstream occidentaux dans le but de renforcer l'impact de cette propagande.

Les États-Unis font tourner le monde entier en bourrique

Les États-Unis, à travers leurs politiques et leur propagande - y compris ce récent article du NYT - accusent Pékin de répression parce qu'elle a réagi à un terrorisme meurtrier bien réel et largement documenté qui sévit en Chine.

Dans le même temps, les États-Unis mènent une guerre mondiale dans 80 pays et ont entraîné la mort de centaines de milliers de personnes, détruisant des nations entières, forçant à l'exil ou détruisant de toute autre manière la vie de millions d'autres.

Tout en invoquant le «terrorisme» comme prétexte pour son agression mondiale, les États-Unis alimentent en même temps l'extrémisme armé contre lequel ils prétendent lutter. Cela comprend le terrorisme bien réel que le NYT a tenté de minimiser pour augmenter la valeur de propagande de son récit sur les «fichiers filtrés». Pourtant, d'autres réseaux de médias occidentaux couvrent ce terrorisme depuis des années.

Cette politique américaine est non seulement dé cousue, trompeuse et mortelle, mais elle est incroyablement dangereuse. C'est pour l'essentiel une version de plus faible intensité de ce que les États-Unis ont fait en Syrie et en Libye, cette dernière ayant été menée à la destruction.

Cela a tout l'air d'une déclaration de guerre contre la Chine - non pas par une intervention militaire directe - mais par des mandataires armés, une propagande et un effort délibéré et



concerté pour semer l'instabilité, la division et les conflits à travers la société chinoise.

Cette guerre est conjuguée à une autre guerre économique visant à paralyser l'économie chinoise. Pékin se trouve ainsi être une nation assiégée. Malgré tout, Pékin n'a pas répondu à cette menace existentielle par la même violence et la même destruction dont ont fait preuve les États-Unis dans leur fictive « guerre contre le terrorisme ». C'est la meilleure preuve que le régime autoritaire et dystopique à travers lequel le NYT tente de dépeindre Pékin est aussi inexistant que le journalisme dans les bureaux du NYT.

Article original en anglais :



[NYT's "Leaked" Chinese Files Story Covers for Terrorism](#), le 22 novembre 2019

Traduit de l'anglais par [Investig'Action](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Tony Cartalucci](#), Mondialisation.ca, 2019

---

Articles Par : [Tony Cartalucci](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)